



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 78.717/17  
du 19 janvier 2026

advies 78.717/17  
van 19 januari 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal  
'modifiant l'arrêté royal du  
10 octobre 1980 accordant  
une allocation de fin d'année à  
certains membres du personnel  
des forces armées'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'tot wijziging van  
het koninklijk besluit van  
10 oktober 1980 houdende  
toekenning van een  
eindejaarstoelage aan  
sommige personeelsleden van  
de krijgsmacht'

Le 22 décembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1980 accordant une allocation de fin d'année à certains membres du personnel des forces armées'.

Le projet a été examiné par la dix-septième chambre le 19 janvier 2026. La chambre était composée de Luc DONNAY, président de chambre, Laurence VANCRAVEBECK et Anne-Stéphanie RENSON, conseillères d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Arnaud PICQUÉ, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Anne-Stéphanie RENSON.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 janvier 2026.

\*

Op 22 december 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 oktober 1980 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige personeelsleden van de krijgsmacht'.

Het ontwerp is door de zeventiende kamer onderzocht op 19 januari 2026. De kamer was samengesteld uit Luc DONNAY, kamervoorzitter, Laurence VANCRAVEBECK en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Arnaud PICQUÉ, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Anne-Stéphanie RENSON.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 januari 2026.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

## EXAMEN DU PROJET

### OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'article 1<sup>er</sup> du projet est destiné à garantir l'application des dispositions de l'arrêté royal du 10 octobre 1980 'accordant une allocation de fin d'année à certains membres du personnel des forces armées' aux aumôniers militaires <sup>1</sup> et aux conseillers moraux <sup>2</sup>.

Suivant son préambule, le projet se donne pour fondement l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 mai 1994 'relative aux droits pécuniaires des militaires', qu'il tend à exécuter par le biais du pouvoir général d'exécution inscrit à l'article 108 de la Constitution.

L'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 mai 1994 dispose ce qui suit :

« Le militaire perçoit une allocation de foyer ou de résidence, un pécule de vacances et une allocation de fin d'année aux taux et conditions fixés pour le personnel des administrations de l'État ».

Il est rappelé que les aumôniers militaires et les conseillers moraux relèvent du personnel civil de la Défense. Même s'ils sont organiquement rattachés aux Forces armées, ils n'ont pas la qualité de militaire <sup>3</sup>.

Comme le confirme le délégué, l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 mai 1994 ne peut dès lors être considéré comme le fondement juridique de l'article 1<sup>er</sup> du projet, même combiné avec l'article 108 de la Constitution.

Le projet peut toutefois trouver son fondement, pour les aumôniers militaires, dans l'article 167, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la Constitution et, pour les conseillers moraux, dans l'article 7, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 18 février 1991 <sup>4</sup>.

Ces dispositions seront donc mentionnées au préambule.

---

<sup>1</sup> Tels que visés dans l'arrêté royal du 17 août 1927 'régulant l'état et la position des aumôniers militaires'.

<sup>2</sup> Tels que visés dans la loi du 18 février 1991 'relative aux conseillers moraux auprès des Forces armées, relevant de la communauté non confessionnelle de Belgique' et dans son arrêté royal d'exécution du 26 septembre 1994 'portant statut des conseillers moraux auprès des Forces armées, relevant de la Communauté non confessionnelle de Belgique'.

<sup>3</sup> Article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 17 août 1927 ; article 2, alinéa 3, de la loi du 18 février 1991 ; N. BERNARD, *Défense nationale*, Bruxelles, Larcier, 2022, p. 222.

<sup>4</sup> Voir l'avis 47.773/4 donné le 22 février 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 avril 2010 'modifiant divers arrêtés royaux applicables aux aumôniers militaires et conseillers moraux auprès des Forces armées'.

2. La section de législation constate, comme le confirme encore le délégué, que l'article 17 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 prévoit déjà que les conseillers moraux bénéficient « dans les mêmes conditions que les militaires dont ils ont le rang », d'un certain nombre d'allocations et indemnités.

Il n'est donc en principe pas nécessaire de viser, à l'article 1<sup>er</sup> du projet, les conseillers moraux, dès lors que le régime de l'allocation de fin d'année leur est déjà automatiquement applicable par le biais de l'article 17 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994.

L'extension du champ d'application de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 10 octobre 1980 aux aumôniers militaires est par contre nécessaire, dès lors que l'arrêté royal du 17 août 1927 ne comporte pas pour ceux-ci de disposition analogue à celle prévue pour les conseillers moraux à l'article 17 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994.

Cela étant, la section de législation peut admettre que dans un souci pédagogique, l'article 1<sup>er</sup> du projet étende le champ d'application de l'arrêté royal du 10 octobre 1980 tant aux aumôniers militaires qu'aux conseillers moraux, même si, compte tenu de l'effet de l'article 17 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994, il n'est en réalité pas nécessaire de viser cette dernière catégorie. Une autre manière de procéder aurait pu être d'insérer, au sein de l'arrêté royal du 17 août 1927, une disposition analogue à celle de l'article 17 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994.

3. S'agissant de l'article 2 du projet, le délégué précise l'intention de l'auteur de l'acte comme suit :

« le but de l'arrêté en projet est de créer une base réglementaire suffisante afin de garantir que le groupe cible déterminé dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 10 octobre 1980 comme modifié par l'arrêté en projet, ait la même possibilité que les membres du personnel de la fonction publique fédérale de convertir tout ou partie de l'allocation de fin d'année en un budget théorique dans les limites duquel il peut opter pour des avantages sociaux durables, actuellement limité au leasing vélo, et selon les mêmes modalités d'exécution ».

L'article 2 est donc destiné à s'appliquer aux militaires, mais également aux aumôniers militaires et conseillers moraux.

Comme l'a souligné la section de législation dans son avis 64.303/4 donné le 15 octobre 2018 sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 novembre 2018 'modifiant diverses dispositions relatives au pécule de vacances et à l'allocation de fin d'année accordés à certains militaires' :

« Cette disposition vise ainsi à ce que le régime dont bénéficie le personnel de la fonction publique fédérale (générale) soit appliqué aux militaires pour ce qui concerne les allocations et pécule visés. En l'occurrence, il y a lieu de se référer à l'arrêté royal du 13 juillet 2017 'fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale'.

L'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 mai 1994 ne nécessite donc à priori aucune mesure d'exécution.

Compte tenu de la spécificité du statut des militaires, la section de législation peut toutefois comprendre que certaines adaptations ou précisions soient nécessaires afin que le régime conçu pour les fonctionnaires fédéraux puisse leur être applicable. Il est admissible, dans ce cadre, sur la base du pouvoir général d'exécution que le Roi tire de l'article 108 de la Constitution, que l'arrêté en projet vise à préciser ce qu'il faut entendre par 'rémunération', 'travail à temps partiel' ou 'congé pour maladie' ».

En tant qu'il est destiné à s'appliquer aux militaires, compte tenu de l'effet de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 mai 1994, l'article 2 est superfétatoire. Les motifs qui ont justifié le maintien de la référence à cette disposition au préambule dans l'avis précité ne sont pas valables en l'espèce.

En tant qu'il est destiné par ailleurs à s'appliquer aux aumôniers militaires et conseillers moraux, compte tenu de l'article 1<sup>er</sup> du projet qui vise à étendre à ceux-ci le champ d'application de l'arrêté royal du 10 octobre 1980, l'article 2 est également superflu.

L'actuel article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 octobre 1980 dispose en effet comme suit :

« Les membres du personnel cités à l'article 1<sup>er</sup> bénéficient d'une allocation de fin d'année aux taux et conditions fixés pour l'octroi d'une allocation de fin d'année conformément à l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale ».

Compte tenu de la modification envisagée à l'article 1<sup>er</sup> du projet, il en découle que les aumôniers militaires et les conseillers moraux pourront bénéficier, au même titre que les militaires, du régime de l'allocation de fin d'année conformément à l'arrêté royal du 13 juillet 2017, en ce compris la possibilité de conversion de tout ou partie de l'allocation en application de l'article 17*bis* de l'arrêté royal du 13 juillet 2017.

Partant, l'article 2 du projet est inutile et sera omis.

4. Selon l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 octobre 1980,

« Il faut entendre par rémunération le traitement de base visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 18 mars 2003 relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier éventuellement augmenté de l'allocation de foyer et de l'allocation de résidence ».

Dès lors que l'arrêté en projet vise à s'appliquer également aux aumôniers militaires et aux conseillers moraux, qui n'ont pas la qualité de militaire, il conviendra d'adapter cette disposition en renvoyant aux dispositions pertinentes concernant leur « rémunération ».

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### PRÉAMBULE

Les arrêtés royaux visés aux alinéas 3<sup>5</sup>, 5<sup>6</sup> et 6<sup>7</sup> n'étant pas modifiés par le projet, conformément aux recommandations en matière légistique, il n'y sera pas fait référence sous la forme de visas<sup>8</sup>. Ils peuvent être mentionnés sous la forme de considérants.

### DISPOSITIF

#### Article 1<sup>er</sup>

Dans la phrase liminaire, les mots « par l'arrêté royal du 23 novembre 2018 et » seront insérés entre les mots « et modifié » et les mots « par l'arrêté royal du 27 novembre 2020 ».

#### Article 3

La non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Interrogé sur l'éventuel effet rétroactif qu'entend donner l'auteur du projet à l'acte en fixant son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> février 2026, le délégué a répondu ce qui suit :

« Le but n'est pas de faire rétroagir l'arrêté. La mise en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> février 2026 pourrait être modifiée par une mise en vigueur à la date de publication de l'arrêté au *Moniteur Belge*. En tout cas, le personnel a déjà été bien informé de cette initiative ».

Si, comme pourraient le laisser penser ces explications, l'intention est de permettre aux membres du personnel de bénéficier de la mesure en projet pour ce qui concerne l'allocation de fin d'année 2026, l'attention de l'auteur du projet est toutefois attirée sur les difficultés liées à l'application de la procédure mise en place par l'article 17*bis*, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 13 juillet 2017<sup>9</sup>.

---

<sup>5</sup> Arrêté royal du 17 août 1927.

<sup>6</sup> Arrêté royal du 26 septembre 1994.

<sup>7</sup> Arrêté royal du 13 juillet 2017 'fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale'.

<sup>8</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation 29.

<sup>9</sup> Que celle-ci soit rendue applicable en vertu de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 octobre 1980 ou de l'article 2/1, § 1<sup>er</sup>, en projet, qui reproduit l'article 17*bis*, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 13 juillet 2017.

En effet, selon cette disposition, le membre du personnel doit choisir, « avant le début de la période de référence mentionnée à l'article 17, § 1<sup>er</sup> », de convertir tout ou partie de l'allocation de fin d'année en un budget théorique dans les limites duquel il peut opter pour des avantages sociétaux durables.

En l'espèce, étant donné que la période de référence a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2026, il aurait fallu que les membres du personnel puissent faire ce choix avant le 31 décembre 2025. Ni la date du 1<sup>er</sup> février 2026 ni une autre date postérieure ne permettrait de rendre le dispositif en projet applicable à l'allocation de fin d'année 2026, à moins de prévoir une disposition transitoire permettant aux membres du personnel d'opter pour la conversion de leur allocation de fin d'année à une date postérieure à celle du début de la période de référence, par dérogation à l'article 17*bis* de l'arrêté royal du 13 juillet 2017.

En conclusion, l'article 3 sera revu à la lumière de la présente observation et en fonction de l'intention réellement poursuivie.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 1 van het ontwerp moet garanderen dat de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 oktober 1980 ‘houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige personeelsleden van de krijgsmacht’ van toepassing zullen zijn op de militaire aalmoezeniers<sup>1</sup> en op de morele consultants.<sup>2</sup>

Het ontwerp vindt, luidens de aanhef ervan, rechtsgrond in artikel 11, § 1, van de wet van 20 mei 1994 ‘houdende de geldelijke rechten van de militairen’ en beoogt daaraan uitvoering te geven via de algemene uitvoeringsbevoegdheid vervat in artikel 108 van de Grondwet.

Artikel 11, § 1, van de wet van 20 mei 1994 luidt als volgt:

“De militair ontvangt een haard- en standplaatstoelage, vakantiegeld en een eindejaarstoelage tegen de tarieven en onder de voorwaarden vastgesteld voor de personeelsleden in de rijksbesturen.”

Er wordt aan herinnerd dat de militaire aalmoezeniers en de morele consultants ressorteren onder het burgerpersoneel van Defensie. Ook al vallen ze organiek onder de strijdmachten, hebben ze niet de hoedanigheid van militair.<sup>3</sup>

Zoals bevestigd wordt door de gemachtigde, kan artikel 11, § 1, van de wet van 20 mei 1994 dan ook niet beschouwd worden als de rechtsgrond van artikel 1 van het ontwerp, zelfs niet in samenhang gelezen met artikel 108 van de Grondwet.

---

<sup>1</sup> Zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 17 augustus 1927 ‘ter regeling van de staat en de stand der militaire aalmoezeniers’.

<sup>2</sup> Zoals bedoeld in de wet van 18 februari 1991 ‘betreffende de morele consultants bij de Krijgsmacht, die tot de niet-confessionele Gemeenschap van België behoren’ en in het bijbehorende uitvoeringsbesluit van 26 september 1994 ‘houdende het statuut van de morele consultants bij de Krijgsmacht die tot de niet-confessionele Gemeenschap van België behoren’.

<sup>3</sup> Artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 17 augustus 1927; artikel 2, derde lid, van de wet van 18 februari 1991; BERNARD N., *Défense nationale*, Larcier, 2022, 222.

Het ontwerp kan evenwel, voor de militaire aalmoezeniers, rechtsgrond vinden in artikel 167, § 1, tweede lid, van de Grondwet en, voor de morele consulenten, in artikel 7, eerste en tweede lid, van de wet van 18 februari 1991.<sup>4</sup>

Deze bepalingen moeten dus vermeld worden in de aanhef.

2. De afdeling Wetgeving stelt vast, zoals de gemachtigde ook hier bevestigt, dat artikel 17 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 reeds bepaalt dat de morele consulenten “onder dezelfde voorwaarden als de militairen van dezelfde rang” bepaalde toelagen en vergoedingen genieten.

Het is dus in principe niet nodig om, in artikel 1 van het ontwerp, de morele consulenten te beogen aangezien het stelsel van de eindejaarstoelagen al automatisch op hen van toepassing is via artikel 17 van het koninklijk besluit van 26 september 1994.

De uitbreiding van het toepassingsgebied van artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 oktober 1980 tot de militaire aalmoezeniers is daarentegen nodig, aangezien het koninklijk besluit van 17 augustus 1927 voor hen geen bepaling bevat die vergelijkbaar is met die voor de morele consulenten in artikel 17 van het koninklijk besluit van 26 september 1994.

Hoe dan ook kan de afdeling Wetgeving aanvaarden dat, vanuit pedagogisch oogpunt, bij artikel 1 van het ontwerp het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 10 oktober 1980 uitgebreid wordt tot zowel de militaire aalmoezeniers als de morele consulenten, zelfs al is het, rekening houdend met de werking van artikel 17 van het koninklijk besluit van 26 september 1994, in werkelijkheid niet nodig om die laatste categorie te beogen. Een andere werkwijze had erin kunnen bestaan om, in het koninklijk besluit van 17 augustus 1927, een bepaling in te voegen die vergelijkbaar is met die van artikel 17 van het koninklijk besluit van 26 september 1994.

3. Wat artikel 2 van het ontwerp betreft, verduidelijkt de gemachtigde de bedoeling van de steller van de handeling als volgt:

“le but de l'arrêté en projet est de créer une base réglementaire suffisante afin de garantir que le groupe cible déterminé dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 10 octobre 1980 comme modifié par l'arrêté en projet, ait la même possibilité que les membres du personnel de la fonction publique fédérale de convertir tout ou partie de l'allocation de fin d'année en un budget théorique dans les limites duquel il peut opter pour des avantages sociétaux durables, actuellement limité au leasing vélo, et selon les mêmes modalités d'exécution.”

Artikel 2 is dus bestemd om van toepassing te zijn op de militairen, maar eveneens op de militaire aalmoezeniers en de morele consulenten.

<sup>4</sup> Zie advies 47.773/4 van 22 februari 2010 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 18 april 2010 ‘tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten van toepassing op de militaire aalmoezeniers en de morele consulenten bij de Krijgsmacht’.

De afdeling Wetgeving heeft in advies 64.303/4 van 15 oktober 2018 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 23 november 2018 ‘tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het vakantiegeld en de eindejaarstoelage toegekend aan sommige militairen’ het volgende onderstreept:

“Die bepaling strekt er aldus toe de regeling die de personeelsleden van de (algemene) federale overheidsdiensten genieten, toe te passen op de militairen voor wat die toelagen en dat vakantiegeld betreft. *In casu* dient te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 13 juli 2017 ‘tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’.

Voor artikel 11, § 1, van de wet van 20 mei 1994 is dus *a priori* geen enkele uitvoeringsmaatregel vereist.

Gezien de specificiteit van het statuut van de militairen kan de afdeling Wetgeving evenwel begrijpen dat sommige aanpassingen of preciseringen vereist zijn om de regeling die voor de federale ambtenaren ontworpen is, op de militairen van toepassing te kunnen maken. In die context is het aanvaardbaar dat, op grond van de algemene uitvoeringsbevoegdheid die de Koning ontleent aan artikel 108 van de Grondwet, het ontwerpbesluit ertoe strekt nader aan te geven wat moet worden verstaan onder ‘bezoldiging’, ‘deeltijds werk’ of ‘ziekteverlof’.”

Voor zover artikel 2 bestemd is om van toepassing te zijn op de militairen, is het, rekening houdend met de werking van artikel 11, § 1, van de wet van 20 mei 1994, overbodig. De redenen, in het voornoemde advies, ter rechtvaardiging van het behoud van de verwijzing naar die bepaling in de aanhef, gelden *in casu* niet.

Voor zover artikel 2 bovendien bestemd is om van toepassing te zijn op de militaire aalmoezeniers en de morele consulenten, is het, rekening houdend met artikel 1 van het ontwerp, dat ertoe strekt het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 10 oktober 1980 tot hen uit te breiden, eveneens overbodig.

Het huidige artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 10 oktober 1980 bepaalt immers het volgende:

“De personeelsleden bedoeld in artikel 1 genieten een eindejaarstoelage tegen de bedragen en onder de voorwaarden vastgesteld voor de toekenning van een eindejaarstoelage overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt.”

Rekening houdend met de geplande wijziging bij artikel 1 van het ontwerp, vloeit daaruit voort dat de militaire aalmoezeniers en de morele consulenten, net zoals de militairen, overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 juli 2017, het stelsel van eindejaarstoelagen zullen kunnen genieten, met inbegrip van de mogelijkheid om de toelage, met toepassing van artikel 17bis van het koninklijk besluit van 13 juli 2017, geheel of gedeeltelijk om te zetten.

Artikel 2 van het ontwerp is dan ook nutteloos en moet weggelaten worden.

4. Artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 oktober 1980 luidt als volgt:

“Onder bezoldiging wordt verstaan de basiswedde bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 18 maart 2003 houdende bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het actief kader beneden de rang van officier vermeerderd met de eventuele haard- en standplaatstoelage.”

Aangezien het ontwerpbesluit bestemd is om eveneens van toepassing te zijn op de militaire aalmoezeniers en de morele consultants, die geen militair zijn, moet deze bepaling aldus aangepast worden dat daarin verwezen wordt naar de relevante bepalingen met betrekking tot hun “bezoldiging”.

### BIJZONDERE OPMERKINGEN

#### AANHEF

Aangezien de koninklijke besluiten vermeld in het derde,<sup>5</sup> vijfde<sup>6</sup> en zesde<sup>7</sup> lid niet gewijzigd worden bij het ontwerp, behoort, overeenkomstig de wetgevingstechnische aanbevelingen, er niet naar verwezen te worden in de vorm van een aanhefverwijzing.<sup>8</sup> Ze mogen vermeld worden in de vorm van een overweging.

#### DISPOSITIEF

#### Artikel 1

In de inleidende zin moeten de woorden “bij het koninklijk besluit van 23 november 2018 en” ingevoegd worden tussen de woorden “en gewijzigd” en de woorden “bij het koninklijk besluit van 27 november 2020”.

#### Artikel 3

Bestuurshandelingen hebben krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer ze nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

---

<sup>5</sup> Koninklijk besluit van 17 augustus 1927.

<sup>6</sup> Koninklijk besluit van 26 september 1994.

<sup>7</sup> Koninklijk besluit van 13 juli 2017 ‘tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’.

<sup>8</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 29.

Op de vraag in verband met de eventuele terugwerkende kracht die de steller van het ontwerp wil verlenen aan de handeling door 1 februari 2026 vast te stellen als datum voor de inwerkingtreding ervan, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Le but n’est pas de faire rétroagir l’arrêté. La mise en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> février 2026 pourrait être modifiée par une mise en vigueur à la date de publication de l’arrêté au *Moniteur Belge*. En tout cas, le personnel a déjà été bien informé de cette initiative.”

Als het, zoals uit die uitleg afgeleid zou kunnen worden, de bedoeling is de personeelsleden de mogelijkheid te bieden de ontworpen maatregel te genieten, voor wat betreft de eindejaarstoelage voor 2026, wordt de aandacht van de steller van het ontwerp evenwel gevestigd op de moeilijkheden in verband met de toepassing van de bij artikel 17*bis*, § 1, van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 ingestelde procedure.<sup>9</sup>

Luidens die bepaling moet het personeelslid er immers “vóór het begin van de in artikel 17, § 1 vermelde referentieperiode” voor kiezen de eindejaarstoelage geheel of gedeeltelijk om te zetten in een theoretisch budget waarbinnen hij kan kiezen voor duurzame maatschappelijke voordelen.

Aangezien de referentieperiode ingegaan is op 1 januari 2026, hadden de personeelsleden *in casu* hun keuze moeten kunnen maken vóór 31 december 2025. Zelfs door het ontworpen dispositief op 1 februari 2026 of op een latere datum in werking te doen treden, is het niet mogelijk om dat dispositief toepasselijk te maken op de eindejaarstoelage voor 2026, tenzij voorzien wordt in een overgangsbepaling die de personeelsleden de mogelijkheid biedt om, in afwijking van artikel 17*bis* van het koninklijk besluit van 13 juli 2017, te opteren voor de omzetting van hun eindejaarstoelage op een latere datum dan die waarop de referentieperiode ingaat.

De conclusie is dat artikel 3 herzien moet worden in het licht van deze opmerking en in overeenstemming met de werkelijk nagestreefde doelstelling.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Luc DONNAY

<sup>9</sup> Ongeacht of die toepasselijk gemaakt wordt krachtens artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 10 oktober 1980 of krachtens het ontworpen artikel 2/1, § 1, dat een weergave is van artikel 17*bis*, § 1, van het koninklijk besluit van 13 juli 2017.